



BIEN ANCRÉE DANS NOS FAÇONS DE FAIRE **L'ÉCONOMIE SOCIALE :** ROUAGE ESSENTIEL DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Certains croient encore que l'économie sociale au Québec est née il y a huit ans avec la tenue du Sommet sur l'économie et l'emploi et la création du Chantier de l'économie sociale. Mais la réalité est tout autre.

Déjà en 1885, il y a bien plus de 100 ans, Alphonse Desjardins était mem-

bre de la Société d'économie sociale de Montréal. Et depuis l'ouverture de sa première caisse populaire à Lévis, bien des Québécoises et Québécois s'investissent dans l'économie sociale.

Démarrage d'une coopérative de sciage par des travailleurs forestiers d'Abitibi ou de la Gaspésie pendant la crise économique, inauguration des cliniques populaires dans les années 60, parents qui se battent pour ouvrir des garderies de quartier dans les années 70 : tout ce beau monde qui gérait ou participait à des entreprises collectives faisait de l'économie sociale... mais peu de ceux-là en parlaient dans ces termes.

C'est ce qui a changé autour de 1996. L'économie sociale et ses entreprises sont maintenant reconnues par ceux qui y participent et par un nombre croissant de citoyens et d'acteurs politiques. Bien plus : l'économie sociale est un mouvement destiné à faire du Québec une société et une économie plus humaine !

Marginale la contribution des entreprises d'économie sociale ?
Pas du tout !

L'économie sociale au Québec, c'est :

- 7 150 entreprises coopératives ou communautaires
- 124 000 travailleurs et travailleuses
- un chiffre d'affaires annuel de 17,5 milliards \$

La contribution de ces entreprises au PIB du Québec se compare avantageusement à celle d'autres secteurs importants d'activité économique comme les industries minières (1,2 milliard \$), les communications (6,6 milliards \$) ou l'industrie de la construction (8,2 milliards \$).

DE RÉUSSITES EN RÉUSSITES...

Qui donc est le plus gros employeur privé d'Amqui, dans l'Est-du-Québec ? Une entreprise d'économie sociale : *Impressions Alliance 9000*, un centre de travail adapté qui emploie 115 personnes et qui compte, parmi ses clients importants, le Mouvement Desjardins pour lequel il fabrique depuis dix ans ses célèbres calendriers de bureau.

Qui est le deuxième plus gros employeur de la MRC Côte de Gaspé ? Une entreprise d'économie sociale : *Multiservices de Grande Vallée*, qui offre des services d'aide domestique et emploie 185 personnes.

Qui fait travailler plus de 40 000 personnes à travers le Québec ? L'un des gros réseaux d'entreprises d'économie sociale : les 987 centres de la petite enfance.

Qu'est-ce qui fait la fierté des citoyens du quartier St-Michel, à Montréal ? Un projet unique, qui intègre à la fois les dimensions culturelle, écologique et d'économie sociale :

la Tohu, première cité des arts du cirque en Amérique du Nord, développée en concertation avec les acteurs du milieu et dont la mission et le mode de gestion contribuent à la revitalisation d'un secteur industriel délaissé depuis longtemps.

Les exemples de ce genre affluent dans

chaque région du Québec. Et si on ne parle pas toujours de grosses entreprises, c'est l'ampleur du mouvement qui étonne.

Depuis huit ans, l'économie sociale a créé des dizaines de milliers d'emplois à travers le Québec et contribué à la revitalisation de multiples régions et centres urbains.



POUR UN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PLUS INCLUSIF ET SOLIDAIRE

Les facteurs qui plaident en faveur d'une action toujours plus importante de l'économie sociale se sont malheureusement accrus. L'accentuation des écarts entre les citoyens plus favorisés et ceux qui le sont moins ainsi qu'entre les régions prospères et les régions dévitalisées, par exemple, illustrent bien l'importance de s'appuyer davantage sur un développement économique plus inclusif et d'offrir un meilleur soutien à l'entrepreneuriat local.

À travers le Québec, les acteurs de l'économie sociale sont à l'œuvre. Des villages comme des quartiers urbains sont revitalisés par :

- des services de proximité qui accompagnent les besoins personnels à toutes les étapes de la vie, de la naissance à la mort (centres de périnatalité, centres de la petite enfance, loisirs, transport collectif, aide domestique aux personnes âgées, coopératives funéraires);
- des initiatives qui permettent la mise en valeur des ressources du milieu et le

développement durable (coopératives forestières, ressourceries, entreprises culturelles, tourisme social etc.);

- des entreprises qui permettent l'intégration en emploi des populations marginalisées (centres de travail adapté, entreprises d'insertion)
- des initiatives qui offrent une réponse collective aux besoins sociaux et matériels (coopératives d'habitation, scolaires, agricoles, financières, de travail, etc.).

LA DÉFINITION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC

Le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif :

1. qui ont pour finalité de servir leurs membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier
2. qui ont une autonomie de gestion par rapport à l'État
3. qui intègrent dans leurs statuts et leurs façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs
4. qui défendent la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de leurs surplus et revenus
5. qui fondent leurs activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

Définition proposée par le Chantier de l'économie sociale, entérinée par l'ensemble des participants au Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996 et adoptée par le Gouvernement du Québec en février 1997

DES SERVICES DE QUALITÉ

D'aucuns craignaient que l'économie sociale ne devienne le refuge du cheap labor mais cela ne s'est pas avéré, au contraire. Une multitude d'initiatives locales ont vu le jour au cours des dernières années au Québec, alliant création d'emplois durables et services de qualité.

Avec l'économie sociale, un entrepreneuriat collectif porteur de principes sociaux et démocratiques s'est enraciné partout au Québec, dispensant des services de qualité qui ont des retombées importantes:

- construction de plus de 5 000 nouvelles unités de logement collectif (habitation communautaire) ;
- création de plus de 130 000 nouvelles places en CPE et dynamisation de l'économie locale lors de leur implantation (services de garde);
- six millions d'heures de services d'entretien ménager aux personnes âgées dispensés annuellement par 6000 travailleurs (aide domestique) ;
- des dizaines de milliers de tonnes de matières recyclées qui sont détournées des sites d'enfouissement et plus de 900 emplois nouveaux créés localement (ressourceries).



JEAN-PIERRE, ÉLISE ET BLANCA ONT COMPRIS QUE LE MEILLEUR PROFIT, C'EST QUAND TOUT LE MONDE Y GAGNE. ILS ONT CHOISI DE TRAVAILLER POUR LE BIEN COMMUN AU SEIN D'ENTREPRISES QUI VALORISENT LE RESPECT, LA DÉMOCRATIE ET LA SOLIDARITÉ.

L'ÉCONOMIE SOCIALE.

ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

UNE ÉCONOMIE PLURIELLE

Les entreprises d'économie sociale occupent une place de choix dans l'économie du Québec. Elles ont connu un formidable essor au cours des huit dernières années. Elles sont maintenant présentes dans de nombreux secteurs d'activité économique et cohabitent avec les services et entreprises des secteurs public et privé.

L'existence au Québec d'une économie plurielle (économie libérale, publique et sociale) contribue au mieux-être de la collectivité puisque l'action combinée d'acteurs publics et de promoteurs collectifs et privés permet un développement plus optimal et solidaire des ressources humaines et matérielles de nos communautés.

Concevoir et reconnaître que nous vivons dans une économie plurielle bouscule bien des idées traditionnelles sur les façons dont se fait le développement économique. En fait, cela nous amène à envisager et à intervenir différemment dans le développement de nos communautés.

Tous les acteurs du développement économique sont alors mis au défi par cette nouvelle manière d'envisager les choses qui :

- Incite les différents **acteurs publics** œuvrant dans des champs d'intervention

sociale ou économique, à partager une vision complémentaire et à concerter leurs actions.

- Interpelle les **entreprises traditionnelles** au plan de leur responsabilité sociale (c'est ainsi qu'apparaissent les projets d'introduire des bilans sociaux dans les rapports annuels des entreprises ou les concepts de management qui visent une plus grande participation des travailleurs au sein des entreprises).

- Mobilise les **acteurs de la société civile** afin de ne pas juste jouer un rôle de chien de garde mais également pour assumer un rôle dynamique dans le développement d'alternatives répondant à des problématiques et des besoins réels (par exemple, les centres de la petite enfance sont nés il y a trente ans, de ce besoin de la collectivité de se doter de services de garde de qualité).

- Et au total, c'est la démocratie qui y gagne. **L'économie plurielle induit une démocratie plurielle** où l'activité démocratique ne s'exerce plus seulement aux quatre ans. Les pouvoirs et les responsabilités se trouvant partagés entre l'État, l'entreprise privée et la société civile, cette façon différente d'agir sur l'économie a ainsi des répercussions très dynamiques et positives sur la démocratie.

LES PLUS DURABLES

Les entreprises d'économie sociale comptent parmi les plus durables du Québec.

Les coopératives, par exemple, affichent un taux de survie moyen de 64% après 5 ans et de 46 % après 10 ans*, des résultats bien plus élevés que ceux présentés par les entreprises du secteur privé (36% après 5 ans, 20% après 10 ans).

* étude du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec

Revue de presse

DES LEÇONS POUR LES ENTREPRISES TRADITIONNELLES

« Les entreprises de l'économie sociale font de l'argent, mais sont-elles rentables ? Si l'on compare leur performance à celle de certaines grandes entreprises, on arrive à la conclusion que nombre d'entrepreneurs sociaux pourraient donner quelques leçons à leurs collègues de l'entrepreneuriat traditionnel. »

« Ainsi, en 2003, le Réseau d'investissement social du Québec qui gère un fonds dédié au démarrage et à l'aide aux entreprises d'économie sociale, a participé à hauteur de 5,6 millions de dollars à 136 projets qui ont créé 998 emplois et en ont maintenu 1 199 autres, pour un coût moyen de 2 549 dollars par emploi. Pendant la même période, la Société générale de financement, le Fonds de solidarité et la forestière Tembec ont dépensé 760 millions de dollars dans le projet de l'usine Gaspésia. Si elle avait ouvert ses portes, Gaspésia aurait embauché 230 travailleurs, ce qui aurait signifié un coût moyen de 3,3 millions de dollars par emploi créé... »

- L'économie au grand cœur, Revue Commerce, mai 2004



ÉCONOMIE SOCIALE ET MUNICIPALITÉS :

DES COMPLICES NATURELLES DU DÉVELOPPEMENT

Pour assurer le bien-être de leur population, les élus du Québec doivent constamment relever les défis de l'occupation du territoire, de la croissance et de l'emploi. Avec l'adoption de la Loi 34, cette affirmation est encore plus vraie qu'elle ne l'était pour les élus municipaux, qui ont hérité de nouvelles responsabilités (comme celles d'offrir des services de première ligne aux entreprises, d'élaborer des plans d'action locaux pour l'économie et l'emploi ou d'élaborer une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat).

POUR ÊTRE SOUTENUS DANS LEURS DÉMARCHES, LES ÉLUS ONT BESOIN DE PARTENAIRES ET PROMOTEURS D'ENTREPRISES...

... collées sur les besoins

Les entreprises d'économie sociale (EÉS) entretiennent des liens étroits avec les collectivités locales et les milieux où elles sont implantées. Elles sont souvent les mieux placées pour reconnaître et interpréter les nouveaux besoins sociaux en émergence et y répondre de façon concertée.

... socialement rentables

Les EÉS poursuivent des objectifs rarement poursuivis par l'entreprise privée traditionnelle : utilité sociale, prise en charge individuelle et collective, revitalisation d'une collectivité, création d'emplois, etc.

... qui optimisent l'utilisation des ressources

Les EÉS mobilisent des ressources humaines et financières négligées par d'autres. D'une part, la « productivité globale » de la communauté est rehaussée. D'autre part, le développement économique généré par les EÉS (coopératives ou sans but lucratif) profite avant tout à la communauté qui en contrôle les destinées.

... durables

Les EÉS n'ont pas à satisfaire des actionnaires avides de rendements maximaux à court

terme. Elles inscrivent plus naturellement leurs stratégies de développement, comme leurs actions quotidiennes, dans une perspective de développement durable.

... qui innovent

Les EÉS sont le lieu de création de véritables innovations sociales qui sont souvent reprises par le secteur public et le marché.

Ces caractéristiques font des entreprises d'économie sociale des acteurs économiques qui :

- favorisent l'occupation à long terme du territoire et le maintien des collectivités rurales dans l'ensemble des régions du Québec;
- contribuent doublement au développement parce qu'elles réinvestissent l'entièreté de leurs surplus dans la collectivité (aucune fuite de capitaux);



DOCUMENT PRODUIT
À L'AUTOMNE 2004 PAR :
Chantier de l'économie sociale
4200 rue Adam
Montréal (Québec) H1V 1S9
Téléphone: (514) 899-9916
1 (888) 251-3255
ecosoci@chantier.qc.ca
www.chantier.qc.ca



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

L'ÉCONOMIE SOCIALE est un élément essentiel du développement régional et local, bien ancré dans les pratiques et capable de répondre à une foule de besoins.

En ce sens, elle est un atout pour tous les élus qui ne peuvent se permettre d'ignorer son existence. **Élus et acteurs de l'économie sociale s'avèrent être des complices et des partenaires naturels d'un développement durable et solidaire.**